

# SPUQ INFO

BULLETIN DE LIAISON DU SYNDICAT DES PROFESSEURS ET PROFESSEURES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL



Consultation pour le rectorat //

## Embarras...

// MICHÈLE NEVERT – Présidente

Outre un article paru dans *Le Devoir* qui se voulait une réplique aux propos tenus par la ministre Courchesne dans le même journal quelques jours auparavant, Claude Corbo accompagne sa candidature au poste de recteur de notre Université de deux textes. L'un réagit à la situation immédiate et se présente comme un plan de redressement (*Un plan d'action pour l'UQAM*), l'autre livre la *Vision de l'UQAM* de l'auteur à partir de ce qu'il retient des premiers temps de notre établissement, ce qu'il en perçoit actuellement et ce qu'il projette pour le futur.

Il y a beaucoup à dire à propos de ces deux textes qui suscitent selon les sections des sentiments opposés et des interrogations, mais dont on pourrait d'ores et déjà retenir une phrase comme un slogan chargé de rassembler la communauté uqamienne : « L'UQAM de demain surgira d'un héritage, d'une passion et d'une capacité d'invention ».

En présentant son plan d'action et sa conception de notre Université, Claude Corbo affiche d'emblée son analyse de la situation et comment il compte y remédier. De ce point de vue, on ne peut que louer l'initiative du candidat qui, avant même le vote de la communauté, a le mérite d'être franc et sans détours. Ce faisant, il s'expose, certes, aux réactions de soulagement et de contentement des uns, mais aussi au scepticisme, aux craintes et aux différences de points de vue des autres. Dans tous les cas, il ouvre sur un débat dont on doit se saisir.

### Soulagement, accords et satisfaction

On peut reconnaître aisément à Claude Corbo le courage et le dévouement qu'il faut pour se jeter dans la bataille et « *apporter [sa] contribution au redressement de la situation de l'UQAM* ». D'autant que c'est « *au moment où se profile la fin de [sa] carrière* » et qu'il avoue « *posséder toujours le goût de [son] travail de professeur dans toutes ses composantes* », ce que l'on croit d'ailleurs volontiers. On apprécie aussi l'espoir qu'il nous injecte lorsqu'il affirme sans

259  
novembre 2007

## SOMMAIRE //

- MOT DE LA PRÉSIDENTE – EMBARRAS  
michèle nevert -1
- UN RECTEUR EN TRANSITION yves gíngras -4
- QUEL DEVRAIT ÊTRE MON VOTE ?  
étienne gagnon -6
- UNE CONSULTATION NE DONNE PAS UN MANDAT  
georges lebel -6
- POUR UN PLAN D'ACTION PAR LA COMMUNAUTÉ  
UQAMIENNE diane berthelette -7
- MONSIEUR CORBO AU RECTORAT bernard élie -8
- QUE RESTERA-T-IL DE L'AUTONOMIE  
DÉPARTEMENTALE michel laporte -9
- L'ANCIEN RECTEUR CLAUDE CORBO PROPOSE UN  
PLAN D'ACTION AMBITIEUX lynn drapeau -10
- FAUT-IL UN SAUVEUR? jacques pelletier -12
- INQUIÉTUDES DÉCOULANT DU PLAN D'ACTION  
david mandel -13
- UN TROISIÈME MANDAT POUR CLAUDE CORBO?  
D'ABORD UN COUP D'ŒIL SUR LES DEUX PREMIERS  
louis gill -14

NUMÉRO SPÉCIAL - RECTORAT  
CANDIDATURE DE CLAUDE CORBO



## embarras... //

ambages que « nous pouvons sortir de cette crise. Nous pouvons reprendre le contrôle de notre situation. Nous pouvons relancer l'UQAM ». Et à certains moments de la lecture, on se prend même à rêver d'un grand projet qui mettrait en avant l'excellence et le dynamisme de notre Université à l'occasion de son quarantième anniversaire dont fort judicieusement il nous rappelle la venue.

Par ailleurs, qu'un ancien recteur de l'UQAM veuille ainsi « mettre à contribution [son] expérience » présente, dans les circonstances, un côté plutôt sécurisant. On se dit à juste titre que sa connaissance de nos finalités, nos structures, et même d'une (grande) partie du personnel qui compose notre établissement, devrait être un atout, ne serait-ce que dans l'accélération du processus de « réparation ». Et l'on adhère sans difficultés à sa préoccupation légitime « d'assurer le transfert de la mémoire institutionnelle depuis la génération des fondateurs aux nouvelles générations arrivées à l'UQAM ».

Plusieurs éléments de l'analyse de Claude Corbo, des objectifs qu'il énonce ou encore des propositions d'actions qu'il nous présente peuvent facilement, il est vrai, emporter notre adhésion. Le point de départ – comme un plancher – qui consiste à vouloir « préserver les acquis essentiels de l'UQAM » signe une coïncidence de point de vue avec, on l'imagine, la plupart d'entre nous. Le désir toujours intact de « contribution [de notre Université] au renforcement de l'identité québécoise » [comme celui de la] « poursuite de sa participation au réseau mondial des institutions du savoir et son implication internationale » ne peut qu'engendrer, là aussi, l'assentiment du plus grand nombre. Quant à l'objectif « d'obtention d'un nouveau statut de pleine autonomie institutionnelle [et] une relation de libre coopération avec le réseau UQ », il ouvre sur un horizon de liberté qui procure d'autant plus de plaisir que les événements récents ont fourni les raisons et largement démontré la pertinence d'une telle autonomie.

Parmi les moyens évoqués ou sous-entendus par Claude Corbo pour sortir l'UQAM de son borborygme, certains d'entre eux reprennent des arguments déjà mis en avant, notamment dans le SPUQ-Info. C'est ainsi que la « réorganisation de la direction centrale de

*l'Université »* envisagée par le candidat peut aisément faire consensus. Le développement de la structure administrative des dernières années a été considérable (y compris en termes financiers) et l'on ne peut décemment, pour justifier son existence ou son maintien, prendre exemple sur les autres universités alors même que les salaires y sont nettement supérieurs et qu'on nous menace, dans le même temps, d'un recul de nos conditions de travail. Qu'à un autre niveau, par ailleurs, « une demande [soit] adressée aux syndicats et associations [...] de participer activement aux diverses discussions entourant la mise à jour de la vision et de la mission de l'UQAM de même que nos manières d'être et de faire » ne peut que satisfaire, puisque, là encore, elle répond directement à un souhait déjà formulé d'un retour à la participation active du corps enseignant dans le fonctionnement de l'Université. Finalement, on ne voit pas pour quelles raisons on pourrait s'opposer à l'idée d'une augmentation des revenus qui proviendraient d'un accroissement de la population étudiante et de ses diplômés, en autant que toutes les conditions pour l'assumer correctement soient bien évidemment présentes.

### Désaccords et divergence d'analyse

Il reste cependant que dans les moyens envisagés par Claude Corbo, plusieurs d'entre eux viennent heurter de plein front des positions défendues par le comité et le conseil exécutif du SPUQ, et son conseil syndical.

Pour l'essentiel, le plan d'action de Claude Corbo s'appuie sur la conviction que la situation politique de l'UQAM est pour le moins catastrophique. Il dit « franchement difficile » mais, à le lire, on comprend qu'à ses yeux aucun soutien ne saurait venir de l'extérieur. Du côté des « partenaires », le lien de confiance est rompu ou « indéniablement fragilisé » et les milieux d'affaires nous renvoient à notre responsabilité (!) du fiasco. Dans ce dossier comme dans d'autres, les partis d'opposition cherchent leur seul intérêt et le gouvernement, pour sa part, considère que son achat des obligations émises par l'UQAM et le retrait de l'îlot Voyageur de notre périmètre financier constituent le maximum acceptable de son intervention. Pire encore, si cela se peut, « les autres universités n'ont aucun motif de sympathiser avec nous ». Nos revendications d'un nouveau mode de financement seraient d'ailleurs couvertes par

# BULLETIN DE LIAISON DU SPUQ

SPUQ-INFO, UQAM  
BUREAU A-R050  
C.P. 8888, SUCCURSALE CENTRE-VILLE  
MONTRÉAL, QUÉBEC, H3C 3P8

TÉLÉPHONE : (514) 987-6198  
TÉLÉCOPIEUR : (514) 987-3014  
COURRIEL : spuq@uqam.ca

SITE INTERNET :  
<http://www.spuq.uqam.ca>

### ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO//

Diane Berthelette  
Lynn Drapeau  
Bernard Élie  
Étienne Gagnon  
Louis Gill  
Yves Gingras  
David Mandel  
Michel Laporte  
Georges LeBel  
Michèle Nevert  
Jacques Pelletier

leurs, d'autant que tout ce qui pourrait nous être alloué en supplément le serait a fortiori à leur détriment! Dans la perspective d'un tel isolement de l'UQAM, on comprend que Claude Corbo n'ait d'autre proposition pour son rétablissement que l'application du plan de redressement 2007-2012. C'est une proposition qu'il complète, par ailleurs, de l'évidence de procéder « à un ajustement à la juste et précise mesure de la situation financière [ainsi que de la nécessité d'inclure] les révisions et changements [que jugeront nécessaires] la future direction et les instances décisionnelles de l'Université ». L'insistance à l'endroit de ces révisions et changements nécessaires est assez manifeste pour qu'on mesure toute l'importance de ce qu'elles annoncent et que, dès lors, la crainte l'emporte sur la satisfaction éprouvée au départ.

La certitude du candidat que « nul se précipitera pour nous soulager » est telle que



tout autre conception lui apparaît relever de « *la pensée magique* ». Certes, « *la facture du dérapage immobilier ne disparaîtra pas par enchantement* ». Mais il n'est pas certain, loin de là, qu'il soit impossible de créer une solidarité interuniversitaire. C'est en tout cas le pari que font les syndicats de l'UQAM, précisément parce que tous les établissements d'enseignement supérieur souffrent d'un mal identique, celui du sous-financement dont Claude Corbo semble quelque peu minimiser l'impact. Dans la même veine, plus optimiste, rien n'indique non plus, bien au contraire, que les partis d'opposition prennent tant à la légère la situation de l'UQAM, et des universités en général. À cet égard, il est bon de se souvenir que les choix budgétaires effectués au printemps par le gouvernement du Québec, au détriment d'un réinvestissement dans la santé et l'éducation, ont déplu à bon nombre de personnes, population et partis politiques compris.

Un autre moyen mis en avant par Claude Corbo, et dont l'idée même ne peut que faire sourcilier un certain nombre d'entre nous, concerne « *la révision [annoncée] du statut et des fonctions des doyenne et doyens* ». On ne rouvrira pas ici et maintenant un débat qui divise, on le sait, notre communauté, même s'il y a tout lieu de croire que nul n'échappera à la nécessité de le reprendre. L'intention du candidat au rectorat est « *de rendre possible une gestion décentralisée mieux adaptée aux besoins de la vie académique* ». Il faudra bien évaluer, néanmoins, – une bonne fois – les effets réels et à long terme de la décentralisation, qui parfois accélère et stimule un développement sans dommages pour les alentours et, d'autres fois, renforce et légitime l'existence de fiefs autonomes se livrant à une compétition sans merci. On n'évitera pas d'interroger les conséquences d'un désintérêt possible de certains vis-à-vis d'une situation (d'ensemble ou particulière) moins avantageuse que la leur. Dans un établissement comme le nôtre, on ne pourra pas non plus se soustraire à la question du déséquilibre et de l'équité entre les différents « ensembles ». Et pas davantage à celle de savoir qui est la meilleure personne (la plus pertinente) pour porter et défendre les dossiers à l'interne, celle de l'importance réelle de la voix professorale dans les instances ou celle encore de la responsabilité, autrefois fondamentale, des assemblées départementales.

### Un homme, une direction

Dans l'exposition du projet de Claude Corbo, une phrase tonne soudain comme un coup de canon : « *j'interpréterai tout vote accordé à ma candidature comme exprimant [La] volonté [...] de la communauté de l'UQAM [...] de mettre en œuvre les [...] moyens du plan d'action précité* ». Le coup claque si fort que pendant quelques temps on hésite à comprendre le sens du propos alors même que les expressions et les phrases qui l'entourent lèvent toute ambiguïté : « *précision essentielle* », « *pour éviter tout malentendu* », « *je vous informe* », etc. Parmi les interprétations possibles à une telle déclaration, on choisit de penser que le candidat au rectorat, ancien recteur devenu humblement et durant de longues années professeur, opte dans un premier temps pour la formule radicale, convaincu qu'il est de la justesse de son analyse, chamboulé de surcroît par la situation de l'UQAM, le tout à l'occasion d'une candidature somme toute précipitée par les événements plutôt que le déroulement logique d'une fin de carrière. Du coup, on veut croire qu'un second temps, celui du débat précisément puisque ses textes nous y incitent, permettra les éclaircissements nécessaires et le retour sur les aspects litigieux de sa vision du redressement de l'UQAM.

Cela étant, s'il n'est pas faux que la communauté doive « *signifier son accord non seulement à une personne mais au plan d'action nécessaire au redressement de notre Université* », cela ne se pourra que si la communauté partage l'analyse de la situation qui le sous-tend ainsi que les stratégies envisagées. Or, comment le pourrait-elle en la circonstance alors que celles retenues pour l'heure ne résultent pas de sa réflexion? Pourquoi accepterait-elle d'adhérer massivement à des solutions qui la pénalisent sans même discuter, vérifier l'existence d'une alternative, l'opportunité de se saisir d'autres options?... Durant plusieurs mois, la communauté de l'UQAM a suivi passivement, impuissante, dans les journaux, la saga catastrophe dont elle était pourtant partie prenante. On a fini par comprendre que cet état de fait découlait en partie de l'affolement engendré par la découverte des conséquences désastreuses des investissements immobiliers, et en partie de l'injonction de silence imposée par le MELS à la direction. Fallait-il, comme elle l'a fait, se soumettre à l'ordre intimé par crainte du

pire (une mise en tutelle) ou, au contraire, préserver le lien et la communication à l'interne fort de la probabilité que de là aussi (de là surtout) devrait venir le soutien?! Il se peut que la réponse confortable qui préconise un habile compromis entre les deux s'impose plus aisément dans l'après-coup, comme il n'est pas impensable que sur ce point (aussi?) la direction ait été elle-même divisée. Demeure que nous voilà condamnés, nous dit-on, à subir les effets néfastes de décisions qui, non content de nous avoir échappé, ont fait fi des mises en garde qu'on leur a opposées. Partant, on ne va pas s'étonner d'une réticence marquée, d'une défiance même dorénavant systématique, d'autant que le refrain de la solidarité entonné au moment où le bateau chavire n'est, hélas, pas nouveau.

Dans son texte, Claude Corbo exige d'ores et déjà l'acceptation du plan de redressement, prévient que des ajouts y seront apportés et réclame des « *Gens de l'UQAM* » un mandat fort (« *un mandat clair* »). Or, outre les mesures de redressement problématiques, plusieurs aspects de sa vision de l'UQAM requièrent des explications plus approfondies, imposent un débat : il en est ainsi du « *développement de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication* » dont il faudra là aussi mesurer l'impact réel et les possibles distorsions que cela entraîne, ou encore la réflexion qu'il amorce sur la tâche professorale en affirmant que « *l'exercice des 3 composantes de la tâche professorale ne doit pas être enfermé dans un modèle unique uniformément applicable à chaque membre du corps professoral* ». À la réflexion, on se dit que le candidat au rectorat de l'UQAM porte donc en lui un projet qui dépasse celui du redressement financier actuel de notre établissement et qui, de ce point de vue, risque fort de déborder le temps d'un mandat. C'est pourquoi on regrette davantage que ses propos ne dévoilent rien sur la future direction (sa composition, son fonctionnement) si ce n'est – sourde menace? – qu'elle saura « *assumer ses responsabilités [en matière de] révisions et de changements nécessaires* ». Et on le déplore d'autant plus que, candidat unique au poste de recteur de notre Université, devant lequel d'autres ont choisi de s'effacer, Claude Corbo demande, en somme, à notre communauté de lui accorder une confiance absolue. Dans le contexte actuel, une telle chose est-elle encore envisageable? Embarras... □

# Un recteur de transition

// YVES GINGRAS – Département d'histoire

Seuls les rêveurs qui se bercent d'illusions pouvaient s'attendre à ce que la boîte aux lettres du Secrétariat général de l'UQAM déborde de dossiers de candidature au poste de recteur de notre université. Il faut donc saluer le courage de notre collègue Claude Corbo de l'avoir fait alors qu'il sait très bien que la situation est critique et que son travail, s'il est nommé, sera pénible. Comme il le note dans son plan d'action, « à moins de s'emprisonner dans la pensée magique », notre communauté ne peut s'imaginer que le déficit disparaîtra par enchantement.

Il me semble qu'au lieu de spéculer sur ce qui aurait dû être fait pour éviter la crise ou sur qui d'autre aurait pu ou dû se présenter comme recteur (en provenance de l'intérieur ou de l'extérieur) de l'UQAM, il faut prendre acte de cette seule candidature et en tirer le meilleur parti dans la conjoncture actuelle. Le point fort de la candidature de Claude Corbo est bien sûr le fait qu'il connaît très bien notre université et ne perdra pas de précieux mois à en saisir toutes les nuances byzantines. Son expérience antérieure de recteur sera aussi utile, tout comme le fait (qu'il ne faut pas sous-estimer) qu'il a une crédibilité certaine auprès du gouvernement actuel. Et pour ceux qui rêvent toujours d'un sauveur venu de l'extérieur, je leur dirai simplement de regarder ce qui s'est passé récemment à Concordia qui a vu son « nouveau » recteur, recruté à l'extérieur, démissionner après seulement deux années en poste. La rumeur veut qu'il s'accordait mal avec la « culture » de Concordia...

Il y a donc *parfois* de bonnes raisons de trouver au sein même de l'institution la personne qui la dirigera. Dans la situation actuelle, un tel choix me semble inévitable. À moins de jouer aux aventuriers, il faut donc appuyer la candidature de notre collègue qui a déjà amplement démontré qu'il croit en notre université publique et accessible. La situation est toutefois délicate, car il note avec raison que sans un appui « clair » (et pour être plus clair encore, je dirais – chez les professeurs – à hauteur d'au moins les 2/3 des voix exprimées) il ne pourra

pas « défendre avec force l'autonomie de l'UQAM et parler avec autorité en son nom aux interlocuteurs externes ».

Il nous faut donner sa chance au seul coureur qui s'est présenté à la ligne de départ et voter massivement en sa faveur. J'ajoute immédiatement que, contrairement à ce que d'aucuns prétendront, cela ne signifie pas un chèque en blanc, car la plupart des énoncés du plan d'action restent trop vagues et devront être jugés sur pièce lorsqu'ils auront un contenu précis dans les mois à venir. Mais donner un fort appui *au départ* augmente les chances de réussite bien qu'il soit inévitable que, quelles que soient les solutions proposées, il y aura toujours des gens pour s'y opposer. Il est donc bon de rappeler ici que « consensus » n'est pas synonyme d'« unanimité » et que le recteur devra avoir le flair pour sentir quand – malgré les cris de quelques éternels insatisfaits et la rhétorique corporatiste inévitable – il a l'appui de la majorité. Après tout, aucune institution ne pourrait changer d'un *iota* si l'unanimité était toujours requise ! On le voit dans le conflit sur les frais de scolarité : malgré les appels répétés des porte-parole habituels qui font tout pour exciter les étudiants, la hausse est en réalité faible et acceptée comme réaliste. Et à l'heure d'Internet, le recteur ne devrait pas se priver de faire des référendums électroniques sur ces projets importants, seule façon, *dans certains cas*, de sortir des blocages habituels et prévisibles de la part de porte-parole qui ne représentent pas toujours la tendance dominante ou qui l'évaluent mal.

Au-delà des généralités sur la « mise à jour de la vision », les « révisions et changement nécessaires », la « réorganisation de la direction », etc, je vois un objectif clair et précis auquel il faut applaudir : obtenir une autonomie complète de l'UQAM vis-à-vis du siège social. Ce projet est ancien et avançait à petit pas mais est devenu urgent depuis que le président de l'UQ s'est complètement discrédité en choisissant de guerroyer en coulisse pour profiter de la crise au lieu d'appuyer fermement l'UQAM.



L'UQ a raté une chance unique de montrer publiquement la valeur du fonctionnement en réseau et en quoi cela peut être vraiment utile à l'UQAM.

La formulation plutôt vague des moyens mis de l'avant entraîne un silence sur un dossier central, qui ne pourra être négligé et qui pourrait même contribuer de façon concrète à élargir nos pratiques d'enseignement et à en diminuer les coûts : le rôle de la formation à distance et de la TÉLUQ dans l'UQAM. Pour le moment, « l'université à distance de l'UQAM » est une autre organisation sous notre toit, qui paraît un peu « tombée de la Lune », comme Cyrano : il y a tout un travail d'intégration académique et administratif qui s'impose. Au plan académique, les départements et les facultés devraient s'ouvrir à la formation à distance, de plus en plus populaire chez nos propres étudiants et dont les traits annoncent la transformation profonde de l'enseignement universitaire. Il y a là un phénomène mondial dont l'UQAM doit prendre acte. En ce sens, le rattachement de la TÉLUQ constitue une occasion institutionnelle qu'il faut saisir. À Claude Corbo et son équipe de nous dire ce qu'il faudra « réorganiser » et « réviser » pour mieux tirer parti d'une organisation dont on a hérité *volens nolens*, qui ne fait

pas de déficits et dont la clientèle est en croissance. Car ici aussi la pensée magique ne fera pas s'évanouir TÉLUQ comme par enchantement.

Autre silence qui ne pourra durer : le manque d'espaces reste réel et le dérapage de l'îlot Voyageur ne doit pas mener à un abandon pur et simple de l'idée d'avoir ses propres édifices au lieu d'être locataires d'espaces peu adaptés à la vie académique. Il faudra donc continuer à faire pression sur le gouvernement pour qu'il comprenne que l'UQAM, seule université publique montréalaise, a le droit de se développer au même titre que les autres universités.

Un élément central des « révisions nécessaires » pourrait être ciblé plus précisément : la réforme administrative des processus y compris de la participation universelle et permanente aux décisions de gestion courante (qu'il faut distinguer des décisions stratégiques). Car cela engendre, pour l'institution, des coûts énormes et détourne de l'enseignement et de la recherche (et des services à la collectivité) une énergie considérable. Les professeurs sont les principales victimes de ce dévoiement bureaucratique de leurs efforts. L'idéologie participative a en effet peu à peu engendré

un monstre bureaucratique, la participation des uns et des autres se trouvant aujourd'hui codifiée, conventionnée, réglementée de mille manières et consacrée dans une culture de la consultation permanente et de la méfiance institutionnalisée. Par exemple, pour la simple nomination d'un directeur de programme ou d'un directeur de centre de recherche, il se brasse une montagne de papier, transportée par un peuple de « fonctionnaires » d'une instance à l'autre, sans bénéfice aucun pour les étudiants. Il est en effet possible de se débarrasser de ces enflures sans mettre en péril l'accessibilité, le service à la collectivité, l'innovation dans les programmes de formation et la recherche, et bien d'autres objectifs louables.

Voilà, rapidement, quelques raisons de mon choix d'appuyer la candidature de Claude Corbo, tout en lui rappelant qu'il faudra bientôt être plus précis dans l'identification des gestes à poser. En somme, dans une posture *typiquement* académique, j'offre mon appui *critique* à un recteur de transition...

Il sera toujours temps de reprendre la plume s'il s'avérait nécessaire de faire des propositions encore plus précises! □

## RENCONTRE-DÉBAT AVEC M. CLAUDE CORBO CANDIDAT AU RECTORAT DE L'UQAM

Judi 8 novembre, 12 h 45  
Salle Marie-Gérin-Lajoie (J-M400)  
Pavillon Judith-Jasmin



# Quel devrait être mon vote?

// ÉTIENNE GAGNON –  
Département d'informatique

Professeur au Département d'informatique depuis 2001, j'ai vu, de la fenêtre de mon bureau, le vague terrain de stationnement extérieur Saint-Urbain se transformer en un complexe de bâtiments modernes. J'ai été informé par mon syndicat (qui posait des questions) que l'administration de l'université n'y voyait aucun risque pour le budget de fonctionnement, puisque les budgets d'immobilisation et de fonctionnement étaient étanches. Je fais donc partie de ceux qui sont furieux que ces budgets ne soient plus si étanches qu'ils le devaient.

J'ai lu le plan d'action de M. Claude Corbo et la vision qu'il a de l'UQAM. Je partage la vision qu'il a de l'UQAM et, en particulier, l'ambition présentée. M. Corbo me semble être quelqu'un qui aime profondément l'UQAM et qui nous propose de mettre ses compétences (soutenues par une feuille de route impressionnante) au service de notre communauté.

J'écris ce texte, car j'ai un certain nombre d'inquiétudes à la lecture du plan proposé.

## 1. Responsabilité financière

Ma première inquiétude c'est que M. Corbo abdique et pense que le gouvernement n'en fera pas plus, qu'à partir de maintenant, c'est à la communauté de l'UQAM d'assumer seule le retour à l'équilibre budgétaire. Je ne m'explique pas que ce soit à la communauté d'assumer les conséquences des erreurs de nos dirigeants internes et externes. Pourquoi l'académique doit-il payer pour l'immobilier?

Encore plus inquiétant, je ne vois pas comment nous serons protégés contre la répétition d'un tel gâchis. Il semble que personne n'est responsable quand les choses dérapent et que nous n'avons aucune assurance contre la fraude et la mauvaise gestion.

## 2. Capacité financière

Ma deuxième inquiétude, c'est que je suis loin d'être convaincu que nous avons la capacité financière de résorber le déficit accumulé,

malgré le retrait de l'îlot Voyageur des finances de l'UQAM, sans mettre en péril l'essence même de ce qu'est l'université. On parle de dizaines de millions de dollars par année!

Je n'ai aucune objection à la recherche d'une plus grande efficacité et une meilleure rentabilité. Par contre, lorsqu'on met trop l'accent sur l'augmentation des revenus, je commence à m'inquiéter. Est-ce qu'on cherche à transformer l'université en une compagnie qui dégagera des profits? N'est-ce pas là la source du dérapage immobilier qui nous accable?

## 3. La TÉLUQ

Il y a une grande oubliée dans les écrits de M. Corbo : la TÉLUQ. Pourquoi ce silence?

Personnellement, je n'ai encore rien compris à l'aventure de la TÉLUQ. Est-ce une composante « rentable » de l'UQAM? Nous sommes-nous endettés pour l'acquérir? La construction d'un pavillon pour celle-ci est-

(suite à la page 7)

# Une consultation ne donne pas un mandat

// GEORGES LABEL – Département des sciences juridiques

La candidature du professeur Corbo au rectorat constitue à mon avis une bonne nouvelle pour l'UQAM. Artisan de l'autonomie par rapport à l'UQ, il représente un gage de maintien de celle-ci qu'il veut renforcer.

Qu'il veuille replacer les doyennes, doyens dans la courroie de transmission administrative n'est pas surprenant; connaissant sa politique passée, on sait qu'il saura les jouer les unes contre les autres pour mieux les contrôler. L'autonomie des assemblées départementales, garantie par la Convention collective, n'agit plus comme contrepoids à l'autoritarisme bureaucratique. C'est inquiétant, mais c'est devenu comme cela.

Il oublie de mentionner la troisième composante de la tâche professorale qui était pourtant une des missions distinctives de l'UQAM originelle; mais qui, à part une minorité, se lèvera aujourd'hui pour en défendre concrètement les implications sociales?

Ce qui est sidérant, c'est qu'il exigera des unités constituantes qu'elles reproduisent les aberrations mêmes qui ont conduit l'UQAM au bord du gouffre. C'est clairement exprimé: « *Toutes les unités, tant académiques qu'administratives, sont invitées à découvrir des moyens d'augmenter les revenus de l'UQAM.* » Et il en fait une condition « *j'interpréterai tout vote accordé à ma candidature comme exprimant [...] une demande aux unités académiques et administratives de s'[y] engager [...]* »

Cela ne rappelle-t-il pas ce conseil très ferme de Lucien Bouchard aux universités de générer des revenus propres, induisant l'UQAM pendant sept ans, (ce qu'il escamote) à poursuivre une aventure de spéculation



# Pour un plan d'action par la communauté uqamienne

Étienne Gagnon (suite)

elle totalement étrangère aux dépassements de coûts du Complexe des sciences? Deux syndicats de professeurs, des conditions de travail différentes, des programmes qui se chevauchent : quelles en sont les conséquences actuelles? Quelle vision et quel plan d'action M. Corbo propose-t-il pour la TÉLUQ?

## Conclusion

M. Corbo nous indique qu'un vote pour lui, c'est un vote pour son plan. J'aimerais bien donner la chance au coureur, par contre, je refuse de lui indiquer que j'accepte complètement un plan qui contient des imprécisions. J'aimerais lui dire : allez-y, mais vous n'avez pas carte blanche; vous devez m'informer, me consulter (ou mon syndicat) et agir en accord avec la communauté de l'UQAM tout au long de votre mandat. Quel devrait être mon vote? □

Georges LeBel (suite)

sur le marché de la location immobilière à Montréal, source du déficit actuel? Comment oser proposer que les mêmes aventures ne conduisent pas aux mêmes aberrations?

Dans notre « démocratie populaire » où un seul candidat est soumis à CONSULTATION, abusivement qualifié de VOTE, c'est abusif d'en tirer un mandat, puisqu'il sait trop bien que ce n'est pas nous qui déciderons. Le candidat ne peut exciper d'une simple consultation un mandat qui lui viendra d'ailleurs.

Ne nous demandez pas, M. Corbo, d'applaudir notre patron. Assumez-vous, nous tiendrons notre rôle. □

// DIANE BERTHELETTE – Département d'organisation et ressources humaines, membre du Conseil d'administration de l'UQAM

Le plan d'action proposé par Claude Corbo doit être analysé à la lumière de la vision qu'il nous propose (voir *Ma vision de l'UQAM*), car, en l'absence d'information sur les valeurs qu'il met de l'avant, il serait difficile de porter un jugement éclairé sur les moyens qu'il souhaite utiliser pour atteindre les objectifs qu'il s'est fixés. Ceci dit, il est peu explicite sur les processus qu'il entend suivre pour veiller à ce que son plan d'action reflète les valeurs qu'il privilégie. Pour tout dire je suis inquiète. J'ai peine à oublier les années 1994 et 1995 durant lesquelles j'ai agi à titre de déléguée syndicale. Monsieur Corbo était recteur. L'UQAM traversait une crise financière. La direction nous avait alors menacés de ne pas renouveler les contrats de nos collègues professeurs et professeurs substitués si nous refusions diverses mesures de compression budgétaire dont une diminution de salaire, un accroissement de la moyenne cible et le passage du salaire versé durant l'année sabbatique à 80 %. Les négociations ont été très difficiles et ... nous avons cédé sur ces points.

Le diagnostic que monsieur Corbo porte à l'endroit de l'UQAM ne me rassure pas. Pourquoi met-il à ce point l'accent sur les dépassements de coûts au Complexe des sciences et à l'Îlot Voyageur pour expliquer la dégradation de notre situation financière? Dans cinq ans, le déficit annuel sera de 60 millions de dollars, si nous omettons le plan de redressement du calcul et si le gouvernement n'investit pas d'avantage dans les universités. Or la moitié de ce déficit sera attribuable au budget de fonctionnement. Comment peut-on espérer que le candidat au rectorat défende l'UQAM auprès du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport s'il accorde peu d'importance à cet aspect? D'ailleurs la formulation de son premier objectif me laisse sur ma faim. Je suis d'avis que les acquis essentiels de l'UQAM doivent être préservés de manière inconditionnelle et non « *le plus et le mieux possible...* ». En outre, je souhaite qu'il s'engage à ne pas répéter les erreurs du passé, lors des négociations des conventions collectives, pour tenter de rétablir la santé financière de notre institution.

Monsieur Corbo propose d'« *actualiser la vision et la mission de l'UQAM [...] en y arrivant nos manières d'être et de faire* ». À quelles manières fait-il référence? Qu'entend-il lorsqu'il écrit vouloir « *Entreprendre, à partir des facultés et en allant jusqu'aux instances centrales de l'Université et avec les groupes de la communauté, une mise à jour de la vision...* »? S'il fait référence à un processus démocratique de consultation de la communauté uqamienne, basé sur des informations complètes et précises et des échanges collégiaux, j'appuie sa démarche. Sinon, je m'y oppose.

Au-delà de cette mise à jour, tout changement important devrait faire suite à un diagnostic rigoureux. Les moyens proposés par monsieur Corbo ne sont pas présentés dans un ordre logique. Il est inutile de porter un jugement sur l'utilisation de nos ressources avant d'avoir vérifié si nos objectifs sont cohérents avec la mission de notre institution et de nos unités académiques, puis analysé la pertinence, la globalité et la continuité de nos activités. En outre, je ne vois pas comment l'UQAM pourrait « *être un lieu où il fait bon venir vivre, étudier, travailler* » s'il omet de nous convier à participer à ces analyses et de nous assurer que les résultats des consultations seront utilisés pour maintenir le haut niveau d'excellence de l'UQAM. □

# Monsieur Corbo au rectorat

// BERNARD ÉLIE – Département des sciences économiques, membre du Conseil d'administration de 1995 à 2001

J'ai assez bien connu M. Claude Corbo lorsqu'il était recteur (1986-1996), comme membre de la Commission des études et du Conseil d'administration, avant qu'il nous quitte subrepticement pour retourner au Département de science politique. Depuis son départ, le poste de recteur a été occupé par cinq personnes (Gilbert Dionne, Paule Leduc, re-Gilbert Dionne, Roch Denis et Danielle Laberge). Les deux recteurs en titre n'ont pas complété leur mandat, pour cause de déficit budgétaire. Un poste, pour le moins, très difficile ou impossible financièrement !

Claude Corbo, fort de sa vaste expérience à l'UQAM (il a tout fait dans notre Université ou presque), se présente au rectorat dans un contexte particulièrement problématique. Le Rapport du Vérificateur général du Québec sur l'UQAM vient d'être déposé. Ce rapport nous présente une situation catastrophique et un avenir plus que sombre pour notre Université :

« [...] *l'endettement total lié aux projets immobiliers s'accroît rapidement et atteindra près d'un demi-milliard de dollars en 2012. Même si le gouvernement assumait complètement la dette relative au projet de l'Îlot Voyageur [...]* ». (p. 25 du Rapport)

Le plan d'action de M. Corbo a la grande qualité d'être très clair. Regardons les responsabilités des différentes parties dans le bourbier financier de l'UQAM. Pour M. Corbo, le gouvernement du Québec a la conviction d'avoir fait sa part dans la déroute de l'UQAM, donc, pour lui, il ne faut plus rien attendre de Québec.

« [...] *le gouvernement du Québec a la conviction d'avoir déjà doublement payé, en achetant pour 269 M\$ d'obligations émises par l'UQAM et en reprenant à son compte le projet de l'Îlot Voyageur* ». (p. 2 de son plan d'action)

La responsabilité de l'Université du Québec (celle du siège social et de l'Assemblée des gouverneurs) n'est jamais évoquée par M. Corbo. Seule l'UQAM doit réparer les pots cassés. « [...] *l'UQAM doit donc d'abord mettre sa maison en ordre et faire la preuve qu'elle gère ses actions, ses projets et ses ressources* » (p. 3). De plus, l'UQAM doit « *mettre en œuvre le Plan de redressement budgétaire 2007-2012 nécessaire au retour de l'UQAM à la santé financière et au plein contrôle de son devenir. Cela signifie qu'il faut procéder, par les mécanismes appropriés, aux révisions et aux changements nécessaires* » (p. 4) [...] *d'une manière optimale et inattaquable* » (p. 2). Qu'est-ce à dire ? Je ne partage pas l'avis que l'UQAM doive payer seule.

L'Université du Québec à Montréal est une entreprise publique et surtout un service public. Elle est redevable devant l'Assemblée

des gouverneurs de l'Université du Québec, devant le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (sic) et devant l'Assemblée Nationale qui l'a créée. Chaque année l'UQAM doit d'ailleurs présenter ses états financiers à toutes ces instances. À chacun de ces niveaux, personne n'a jamais été intrigué ou même préoccupé par l'importance des engagements immobiliers de cette constituante de l'UQ. Ceux qui doivent payer ne sont pas les étudiants et les employés de l'UQAM.

Les tenants de l'équilibre budgétaire auraient avantage à y regarder de plus près avant d'avancer des solutions trop simples. Il faudrait, nous dit-on, que l'UQAM ferme des cours, des programmes et, pourquoi pas, des facultés. Chaque fermeture de cours ou de programmes permettra peut-être d'économiser une ou quelques charges de cours données par les chargées et chargés de cours. Mais, cette baisse de coûts sera bien modeste. De toute évidence, la solution n'est pas aussi simple. De plus, comment le MELS pourrait-il demander à la future direction de régler une situation qu'il n'a pas su gérer et qu'il a même provoquée en bonne partie? Nul ne peut se cacher derrière sa propre turpitude, nous diraient nos amis juristes.

En l'absence d'un véritable ministère de la Recherche et de l'Enseignement postsecondaire et sans une planification sérieuse de ce secteur, il est dérisoire de croire à un développement cohérent des cégeps et des universités. L'UQAM serait-elle la victime sacrificielle à l'autel du sous-financement généralisé des universités du Québec? Peut-être que le recteur Roch Denis avait un gène de la « pépîne » trop développé, comme le disait notre présidente du Conseil du trésor. Mais il faut se demander si nos ministres au gouvernement n'auraient pas un gène de la « sœur économiste » trop puissant!

Aurons-nous un recteur sans marge de manœuvre? □





# Que restera-t-il de l'autonomie départementale?

// MICHEL LAPORTE – École supérieure de théâtre

L'UQAM s'est développée en trouvant des solutions originales aux crises politiques qui ont jalonné sa croissance. Jusqu'au rectorat de Paule Leduc, l'Université gardait une distance prudente avec les idéologies gestionnaires en vigueur dans les milieux des affaires. La décentralisation permettait aux professeurs présents dans les assemblées départementales de transmettre aux directeurs les dossiers qu'ils devaient relayer vers les instances supérieures. On parle maintenant de plus en plus de gouvernance et de moins en moins d'autogestion. Ce n'est pas le fruit du hasard. On se souviendra de l'enquête organisée sous le rectorat de Paule Leduc par le Service des relations publiques au sujet de la perception de l'UQAM dans les médias et dans la population. Les conclusions de ce rapport étaient que, pour améliorer l'image de l'Université, nous devons faire disparaître de nos communications publicitaires le mot populaire, synonyme de manque de rigueur dans la sélection des étudiants. Le mot accessibilité jouissait de la même réputation et celui d'autogestion était de l'avis général synonyme de communisme !

Cette opération de séduction lexicale, qui avait pour but de conquérir de nouvelles clientèles, fut accompagnée d'une opération qui, sous le couvert d'économies à réaliser, décentralisait certaines opérations administratives vers les nouvelles facultés. Le résultat final porta un coup sérieux à l'autonomie départementale. Un doyen avec un mandat annuel confié par les instances supérieures à la tête d'une structure intermédiaire agissant comme filtre entre les professeurs et les vice-rectorats. Le doyen ayant le pouvoir de faire passer les priorités départementales par les tamis des vice-rectorats. Dorénavant celui qui connaissait le mieux les dossiers, le directeur de département, devait les confier au doyen qui devenait responsable de les porter avec plus ou moins d'enthousiasme dans les instances supérieures. La haute administration venait de réussir une décentralisation de la gérance accompagnée d'une centralisation du pouvoir décisionnel. Les économies escomptées par la cure d'amaigrissement imposée aux instances supérieures se soldaient par une augmentation de 40 % des dépenses

(incluant les salaires et allocations des vice-rectorats, secrétariat général, rectorat, etc.) pour la période de 2000 à 2006.

Claude Corbo lie indissociablement sa candidature au premier moyen de son plan d'action : « *Réorganiser rapidement la direction centrale de l'Université en articulant cette démarche à une révision du statut et des fonctions des doyennes et doyens afin de rendre possible une gestion décentralisée mieux adaptée aux besoins de la vie académique.* » Lui aussi veut laver plus blanc que blanc ! Que doit-on comprendre de ce qui dans les circonstances semble bien être pour plusieurs un ultimatum ? Que le travail commencé par Paule Leduc n'est pas terminé ? Cette fois, le progrès de la décentralisation pourrait bien retirer aux professeurs la gestion de leur carrière pour la confier au doyen ! Ceux-ci n'ont pas encore le droit de vote à la Commission des études, ils n'ont pas encore le statut de cadre et l'imputabilité qui l'accompagne. Pour le moment, ils ne peuvent pas encore décider de façon autocratique de la tâche d'un professeur, mais pour combien de temps encore ? Le plan d'action de Claude Corbo a lui aussi pour but de refaire l'image de l'UQAM. « *Pour retisser le lien de confiance avec ses multiples partenaires, l'UQAM doit donc d'abord mettre sa maison en ordre et faire la preuve qu'elle gère ses actions, ses projets et ses ressources d'une manière optimale et inattaquable.* » Mettre sa maison en ordre, ne serait-ce pas poursuivre la réorganisation de l'UQAM sur le modèle des autres universités québécoises afin de rassurer le milieu des affaires, celui des autres universités ainsi que le Ministère ?

Que deviendra alors l'inventivité qui jaillissait de la participation de chacun au projet collectif ? L'UQAM n'est pas que le projet d'une génération. Elle est indistinctement le projet des générations à venir. Elle est une voie originale et ouverte sur le rêve d'un avenir meilleur. La seule décentralisation qui compte est celle du pouvoir d'inventer, mais il a été saisi par les facultés. Croyez-vous que le prochain recteur nous le rendra ? La révision du statut et des fonctions des doyennes et des doyens doit faire l'objet d'une consultation avec le SPUQ. □

# L'ancien recteur Claude Corbo propose un plan d'action ambitieux

//LYNN DRAPEAU- Département de linguistique et de didactique des langues, vice-rectrice à l'UQAM de 1997 à 2001

Claude Corbo se propose pour reprendre la barre de l'UQAM. On doit saluer son indéfectible engagement envers notre institution, mais surtout le courage dont il fait preuve devant ce qui s'annonce une tâche bien ingrate. Le futur recteur a bien décrit la situation et son constat est douloureux : crise budgétaire sans précédent, catastrophe immobilière, image publique ternie, obligation de remettre la maison en ordre. Malgré tout l'optimisme dont il émaille son discours, les perspectives sont loin d'être réjouissantes. Non seulement avons-nous créé un déficit mirobolant dans les projets immobiliers, mais notre budget de fonctionnement est lui aussi déficitaire.

Le recteur Corbo propose un plan d'action ambitieux comportant « *une révision du statut et des fonctions des doyens afin de rendre possible une gestion décentralisée* ». À cet égard, je n'ai pas changé d'opinion : la centralisation excessive de notre université concentre le pouvoir et l'information financière dans peu de mains, ce qui permet une gestion uniforme, mais comporte aussi beaucoup d'effets pervers. Elle introduit une grande rigidité dans l'organisation du travail pour tous les corps d'emploi. Elle soustrait les individus aux responsabilités qui devraient normalement leur incomber : personne n'est patron et personne n'a de patron. L'hypercentralisation laisse libre cours à toutes les dérives de l'équipe de direction et favorise une culture du secret. Les quelques dernières années ont fait la preuve que quand la haute direction dérape, il n'y a aucun garde-fou dans l'institution qui soit assez fort pour l'empêcher. Surtout pas les doyens à qui l'on donne l'illusion du pouvoir en les admettant à la « table du recteur ». Personne ne peut empêcher non plus qu'une direction ultra centralisée se mette à gérer pour être réélue. Administrer, c'est gérer de manière à assurer le développement et la pérennité de l'institution. Faire de la politique, c'est acheter des votes.

En outre, il existe dans notre université un pouvoir d'initiative budgétaire très inégal

entre l'académique et les autres fonctions de l'université. Je fais l'hypothèse que la centralisation des budgets au cours des quelque 40 années d'existence de l'UQAM a favorisé le gonflement des services qui, toutes proportions gardées, bénéficient de budgets plus substantiels que dans les universités décentralisées qui elles, par contre, mettent plus d'argent sur les postes de professeurs et le soutien à la recherche. Dans les universités décentralisées, les doyens, qui contrôlent leurs propres budgets, savent pertinemment que leur succès passe par l'appropriation de la plus large tranche de budget possible pour leur faculté. Avec quoi ils embauchent des professeurs et soutiennent la recherche et l'enseignement. La centralisation excessive du pouvoir dans les mains du recteur et des vice-recteurs dessert l'académique. Pour « renforcer l'académique », pensons plutôt à donner de véritables responsabilités aux facultés. Ce qui, soit dit en passant, n'est pas incompatible avec le statut de *primus/prima inter pares* des doyens qui reste une valeur fondamentale dans les universités, même celles où les doyens sont des cadres.

Autre effet pervers de l'hypercentralisation : il n'existe pas chez nous de palier administratif académique où un professeur puisse réellement prendre une expérience administrative, à moins de passer par les « services ». Quelles que soient ses capacités, le cadre supérieur sans expérience ne peut avoir la science infuse et risque d'être bien davantage géré par ses cadres que l'inverse. Dans les universités traditionnelles, le palier des décanats est l'antichambre des vice-rectorats et du rectorat. Un tel palier où s'acquiert expertise et expérience nous fait cruellement défaut.

Claude Corbo se propose également d'assurer des communications sereines et efficaces avec les « partenaires » afin de restaurer la crédibilité et la réputation de l'UQAM. La réputation académique de l'UQAM n'est pas mise en cause. Elle est mise à mal dans ses fonctions de gouvernance et d'administration des fonds publics. Rétablir la crédibilité de l'UQAM



en matière de gouvernance et de gestion signifiera donner des preuves que nous avons des mécanismes de gouvernance crédibles et des mécanismes de gestion resserrés. On espérera en vain un réinvestissement gouvernemental substantiel à l'UQAM, si nous ne pouvons faire rapidement la preuve que les dérapages financiers sont désormais improbables. Le fiasco uqamien a donné raison aux détracteurs de l'Université et risque de servir d'alibi pour retarder les investissements en enseignement supérieur.

À propos de la mise en œuvre du Plan de redressement budgétaire 2007-2013, l'idée d'un redéploiement majeur de la programmation m'apparaît discutable. L'UQAM possède un mécanisme conventionné de gestion de l'offre de cours qui fixe à 41 la moyenne du nombre d'étudiants par groupe-cours au premier cycle. Pour un cours donné à un petit nombre d'étudiants, l'écart à la moyenne est réparti sur les autres groupes. Couper des cours, fermer des programmes entiers, éliminer les cours jamais commandés ou attirant un petit nombre d'étudiants n'a aucun impact financier en soi. Chaque point d'augmentation de la moyenne cible conventionnée procure des économies d'environ 750 000 \$. Le calcul est vite fait et on est loin du compte.

La communauté uqamienne devra vraisemblablement faire des choix difficiles. Mais nous devons préalablement faire l'autopsie claire et complète de la débâcle. Où est passé l'argent de la «relance»? les 90 millions récurrents nouveaux que l'UQAM reçoit au fonctionnement depuis les années 2000, où sont-ils passés? Faire comme si l'état actuel du budget constituait une base immuable nous condamne à chercher là où c'est le plus facile: dans l'académique et la moyenne cible.

Le futur recteur nous convie également à un exercice de révision de la mission de l'UQAM et de nos modes d'organisation. Cela nous rappelle la planification stratégique dont on parle depuis au moins 10 ans. L'exercice de planification suppose : 1) que soient remis à plat notre énoncé de mission, notre raison d'être, nos valeurs et nos aspirations; 2) que soit élaboré un portrait non complaisant de nos forces et de nos faiblesses, ce qui suppose que l'on s'entende préalablement sur les indicateurs qui permettent de les

mesurer; 3) que ce bilan soit évalué en regard des données comparables dans les autres universités québécoises et canadiennes; 4) qu'on se livre à un exercice de «vigie externe»: tendances démographiques, mobilité étudiante sur le territoire et internationale, situation des diplômés et besoins de formation, tendances lourdes de l'enseignement supérieur, etc. L'UQAM doit accepter de se comparer aux autres, faute de quoi elle navigue à vue.

Le modèle uqamien est-il responsable d'une partie de nos problèmes budgétaires? Coûterait-il plus cher? Je suggère que l'on suive le recteur Corbo sur ce terrain et qu'on examine le modèle uqamien. Ne serait-ce que parce qu'il a provoqué au fil des décennies l'institutionnalisation de la pénurie. Faute de professeurs réguliers en nombre suffisant, en raison d'une politique privilégiant des groupes de petite taille au premier cycle, parce qu'elle refuse que les programmes soient dirigés, même pour partie, par d'autres que des professeurs de plein statut, l'UQAM a eu recours à une proportion très élevée de professeurs à la leçon. Cette pratique s'est bureaucratisée considérablement, et je fais l'hypothèse que, le Mieux étant l'ennemi du Bien, nos pratiques ont eu l'effet pervers d'institutionnaliser la pénurie de professeurs en détournant toujours plus de budgets ailleurs que dans l'embauche et le développement du corps professoral.

Claude Corbo nous incite avec raison à revoir notre mission. Le déclin démographique, le profil de scolarisation de la population québécoise, l'augmentation de la population aux cycles supérieurs, l'expansion de la recherche: les données démontrent que le centre de gravité se déplace du premier cycle vers les études supérieures. Comment peut-on même envisager ce recentrage si nous n'avons pas suffisamment de ressources professorales et de budget de soutien aux étudiants? Comment a-t-on pu s'enfermer à ce point dans la brique quand il y avait tant de questions urgentes à résoudre pour l'accomplissement de notre mission propre?

Au milieu des années 90, dans la foulée du déficit zéro, les universités perdaient près de 20 % de leur budget de fonctionnement. Les années 1995-2000 ont été une suite ininterrompue de coupures et de déchirements auxquels j'ai assisté, pour ainsi dire,

aux premières loges. Il me revient à l'esprit les années où Enrico Carontini et Bernard Elie, représentants des professeurs au CA de l'UQAM, démontraient à la communauté que les déficits annuels nous entraînent vite dans une spirale de déficits. Persuadée que rien n'était pire que les hypothèques sur l'avenir, l'UQAM faisait face: les corps d'emploi acceptaient des concessions salariales, les postes comblés au ralenti, on rationalisait en attendant des jours meilleurs. La signature des contrats de performance (février 2001) allait effacer les 21 millions de déficit cumulé et l'UQAM repartait sur des bases financières assainies. Quand j'ai terminé mon mandat de vice-rectrice en décembre 2001, je ne pouvais réprimer une pointe d'envie à l'idée de ces dizaines de millions d'argent neuf qui allaient entrer annuellement dans les budgets de fonctionnement de notre université à la faveur du refinancement. Or, six ans plus tard, nous voilà plongés dans une spirale déficitaire et démunis pour faire face aux défis de l'avenir. On cherche, outre la déconvenue des budgets d'investissement, à quoi a servi l'argent de la relance au fonctionnement. Comment en sommes-nous arrivés là dans une université dont la marque de commerce avait été le respect récalcitrant, mais néanmoins scrupuleux, des contraintes budgétaires? Dans un réseau de l'UQ où la haute direction avait l'habitude de ramener à l'ordre, parfois brutalement, les constituantes délinquantes? En vertu de quel funeste alignement des planètes tout s'est-il mis à dérapier?

Comme tous ceux qui ont fait carrière à l'UQAM, j'ai le cœur triste à la pensée que nos sacrifices ont été vains et nos espoirs anéantis. Ce sentiment partagé, quelles que soient nos convictions, doit nous rassembler tous vers un objectif commun: rebâtir l'UQAM. Je veux croire que cette institution a encore le ressort et le courage de faire face à cette ultime épreuve et qu'elle saura triompher de ses propres démons pour retrouver ses moyens et reprendre la place qui lui revient.

Je donnerai mon vote à Claude Corbo que je remercie d'accepter d'entreprendre cette reconstruction. Je suis convaincue qu'il a la crédibilité nécessaire pour servir d'interlocuteur auprès des partenaires externes et le leadership et la vision requises pour guider la communauté dans ses efforts à l'interne. Bonne chance, Monsieur Corbo! □

# Faut-il un sauveur?

// JACQUES PELLETIER – Département d'études littéraires

Ainsi donc, à moins d'un retournement très improbable, Claude Corbo se retrouvera bientôt recteur de l'UQAM, pour un troisième mandat. Il s'agit là d'une première dans l'histoire de notre université qui lui donnera l'occasion de réaliser, à l'aube de la retraite, un rêve qu'il caressait, paraît-il, à la fin du second mandat de son premier règne : une autosuccession différée en quelque sorte.

C'est la crise structurelle que connaît l'UQAM depuis une dizaine d'années, sous la forme d'une entreprise de normalisation institutionnelle et bureaucratique sous Paule Leduc, sous celle d'une dérive immobilière aux effets catastrophiques sous Roch Denis, qui lui aura ainsi servi de tremplin, lui permettant d'apparaître aujourd'hui comme une « sortie de secours » inespérée, voire comme un « Sauveur ».

Cette candidature est-elle pour autant une « bonne nouvelle » pour notre université? Au premier abord, je serais tenté de répondre affirmativement à cette question dans la mesure où l'analyse de la situation actuelle de l'établissement que propose Claude Corbo me semble tout à fait juste.

Il est clair que la crise actuelle, comme il le signale fort à propos, n'est pas que financière : elle est plus largement une crise de gouvernance, une crise politique et j'ajouterais une crise culturelle ayant engendré des choix institutionnels et organisationnels pour le moins troublants. Il est évident de même que la dérive immobilière récente relève d'abord de la responsabilité de la direction qui était en place au moment où certains engagements plus que douteux, qualifiés d'« inappropriés » dans le langage officiel qui privilégie la litote, ont été contractés. La direction actuelle, qui est composée pour la moitié de membres en place sous Roch Denis, a tendance à attribuer la responsabilité de la crise soit à ce dernier, soit au Ministère qui ne financerait pas suffisamment l'UQAM alors qu'il vient de lui retirer le fardeau de l'îlot Voyageur, son principal goulot d'étranglement, ce qui n'est tout de même pas rien. Elle procède ainsi à un déplacement et à un transfert de responsabilité, à un déni qui, pour la masquer, ne fait pas disparaître pour autant une crise qu'elle a créée à tout le moins par son manque de vigilance au moment où l'ancien recteur, qui se prenait visiblement pour un autre, rêvait dans son délire mégalomane de recréer les fastes de Versailles ou de Fontainebleau à la seigneurie de Mascouche!

L'analyse de Corbo, sans complaisances, remet donc les pendules à l'heure, très clairement et sans faux-fuyants dans un établissement où la pratique de l'euphémisme et du sous-entendu est considérée comme une grande vertu civique. Faut-il pour autant lui accorder le mandat qu'il sollicite sur un mode quasi plébiscitaire qui s'inscrit parfaitement dans le cadre de la culture institutionnelle dominante à l'UQAM?

On peut comprendre que pour appuyer les mesures qu'il propose dans son plan d'action il en éprouve le besoin. J'estime toutefois, pour ma part, qu'il faut se méfier comme de la peste de tout ce qui relève de la logique consensuelle, plébiscitaire et unanimiste qui préside trop souvent à la réflexion publique dans cette université et qui a conduit encore tout récemment à la constitution d'une sorte d'union sacrée autour d'une éventuelle candidature à la direction de

l'actuelle rectrice intérimaire. Ce genre de réflexe interdit de véritables confrontations sur des enjeux clairement définis et débattus à visage découvert au terme desquelles des choix vraiment éclairés et fermes peuvent être adoptés par des votes démocratiques sans unanimité factice.

Cette réserve est d'autant plus importante que plusieurs mesures du plan d'action soumis par Claude Corbo demeurent vagues, sinon carrément nébuleuses, à tout le moins dans leur formulation actuelle. Il mentionne ainsi, sans plus de précision, une « révision du statut et des fonctions » des doyens qui demeure dans un flou qui, hélas, n'a rien d'artistique. Il évoque de même des « changements nécessaires » à apporter aux activités académiques et administratives sans signaler ni ce que seraient ces changements ni en quoi ils seraient « nécessaires ». Il demande aux syndicats et associations de négocier de bonne foi et « avec imagination », ce que ceux-ci voudront bien sans doute, mais qu'est ce que cela signifie exactement? Une augmentation de la tâche d'enseignement, du nombre d'étudiants-cours comme moyens « d'augmenter les revenus de l'UQAM »? Un accroissement de la productivité, donc, mais à quel prix?

Ce sont là autant de questions qui appellent des réponses que Claude Corbo devra apporter durant la période de consultation qui aura lieu au cours des prochains jours. Ne pas les soulever, ce serait lui accorder un chèque en blanc, signé les yeux fermés, dans un mouvement d'aveuglement volontaire qui ne marquerait pas une rupture nécessaire avec une culture institutionnelle dont nous payons aujourd'hui le prix fort mais son simple prolongement et sa perpétuation dans un cadre nouveau.

Comme le signale lucidement le candidat lui-même, il n'existe pas de solution miraculeuse à la crise actuelle et j'ajouterais pas d'homme providentiel non plus par conséquent pour en extraire une de sa cuisse de Jupiter. Il importe donc, et plus que jamais en période de crise, de demeurer vigilant et de faire preuve d'esprit critique, y compris à l'endroit d'un possible « sauveur ». □



# Inquiétudes découlant du plan d'action

// DAVID MANDEL – Département de science politique, représentant de la Faculté de science politique et de droit au Conseil exécutif du SPUQ

Je voudrais d'abord féliciter mon collègue Claude Corbo pour le courage et le dévouement envers l'UQAM dont il fait preuve en posant sa candidature. Son intention déclarée de défendre la mission humaniste et démocratique de notre université est réjouissante.

Mais puisque l'espace est limité, j'irai directement à ce qui m'inquiète dans son plan d'action. Dans ce plan, le professeur Corbo reconnaît toute l'injustice de faire porter aux employéEs et aux étudiantEs de l'UQAM le fardeau des aventures immobilières de l'administration. Mais il nous appelle quand même à le faire, au nom du réalisme. (Rappelons que l'assemblée générale du SPUQ du 13 septembre a déclaré qu'il est inacceptable que le gouvernement fasse porter le fardeau de la dérive financière à toute la communauté uqamienne; le Conseil syndical du 31 mai a exigé, en plus du retrait de l'îlot Voyageur du périmètre financier de l'UQAM, le versement immédiat de toutes les subventions retenues depuis 2003-04 et un réinvestissement immédiat dans l'enseignement supérieur.)

Il nous explique que le public ne nous comprendrait simplement pas. Mais c'est avoir une bien piètre opinion de l'intelligence du public, ce même public qui, selon les sondages au moment du dépôt du dernier budget, aurait préféré en grande majorité le réinvestissement dans les services publics à la réduction des impôts. (Je ne parle évidemment pas du « monde des affaires », même si c'est la seule composante du public que Corbo mentionne nommément.) Est-ce vraiment si difficile de saisir l'injustice de faire porter au budget de fonctionnement de l'UQAM, budget déjà bien plus maigre que celui des autres universités, le fardeau des décisions d'investissement immobilier sur lesquelles la communauté uqamienne n'a eu aucune emprise? (Rappelons que le SPUQ a dénoncé, à plusieurs reprises, par son président et par le SPUQ-Info, les risques élevés du projet de l'îlot Voyageur.)

Et est-ce si difficile de faire comprendre qu'à la base de l'aventurisme immobilier de l'administration de l'UQAM se trouvent le refus du gouvernement de financer la construction des locaux, qui nous manquent si fortement, et son encouragement aux PPP, dont l'expérience mondiale est plutôt navrante?

En ce qui concerne le gouvernement lui-même, notons qu'une simple lettre du professeur Corbo a fait ravalier ses paroles à la ministre, qui parlait de ramener l'UQAM à « sa mission sociale première ». C'est un gouvernement d'une rare incompétence et qui a plus d'une fois reculé devant la pression publique. Quant à l'opposition parlementaire, lors d'une rencontre récente avec les représentantEs des syndicats de l'UQAM, le critique parlementaire en matière d'éducation de l'ADQ a lui-même fait remarquer que le sous-financement était à l'origine des problèmes de l'UQAM.

Bref, il est loin d'être évident qu'il soit irréaliste de demander justice dans le règlement des problèmes financiers de l'UQAM. Mais on ne le saura jamais si on n'essaie même pas de résister aux intentions du gouvernement. Si on baisse les bras aujourd'hui sans résister – comme on l'a fait lors des compressions budgétaires des années 1990 (et nous voilà de nouveau dans le pétrin!) –, cela réduira certainement les chances que le gouvernement apporte un remède au problème chronique du sous-financement des universités, dont l'UQAM en particulier, dans un avenir prévisible.

L'autre aspect inquiétant du plan d'action est la demande répétée d'un « mandat clair », des mots qui sonnent trop dans le plan comme « carte blanche ». Il me semble qu'après notre expérience avec Roch Denis, qui a tout fait pour marginaliser le syndicat, seul représentant démocratique de la collectivité des professeurEs, ce serait la pire des erreurs.

Le professeur Corbo insiste fortement sur la nécessité de retisser les liens de confiance avec « les multiples partenaires » de l'UQAM. Mais il n'a pas trouvé un seul mot à dire des mesures à prendre pour

rétablir la confiance, fatalement minée, de la communauté uqamienne envers l'administration de l'UQAM.

J'ai lu récemment dans le journal un article sur une entente entre les syndiquéEs et l'administration d'un abattoir pour relancer l'entreprise en faillite. Selon ce reportage, « le syndicat sera associé de très près à l'organisation du travail, et l'entreprise s'engage à une transparence financière envers ses employéEs ». Mais la seule mention des syndicats dans le plan d'action du professeur Corbo se résume à une demande qui leur est adressée de « négocier de bonne foi et avec imagination la contribution au redressement de la situation de l'UQAM ». Aucune mention de contrepartie de la part de l'administration.

Le candidat ne semble pas comprendre que c'est avant tout à l'administration, et au nouveau recteur en premier lieu, de faire preuve de bonne foi. Il n'y a pas un mot dans le plan sur la transparence, malgré le fait que l'accès à la documentation financière interne (non publique) de l'UQAM soit toujours fermée au SPUQ et que l'administration ne lui fournit pas la justification documentée des mesures d'économie (attitude d'autant plus étonnante, vu l'aveu récent de la rectrice par intérim à l'effet que l'administration aurait dû écouter le SPUQ lorsqu'il a dénoncé les risques élevés de l'îlot Voyageur). Aucun mot non plus sur les infractions à notre convention collective (le gel des embauches et le non-renouvellement des ordinateurs) et qui sont présentement l'objet de griefs formels. Par contre, on y trouve une allusion à la création du poste de doyenNe-cadre, position rejetée fermement par l'Assemblée générale du SPUQ.

Quelles que soient les qualités personnelles, intellectuelles et administratives du candidat, il doit savoir qu'il ne peut y avoir de « mandat clair » sans que ce mandat soit négocié en toute transparence et de bonne foi avec les composantes de la communauté uqamienne. La confiance doit se gagner. Et cela devrait figurer parmi les premières priorités d'un futur recteur. □



# Un troisième mandat pour Claude Corbo? D'abord un coup d'œil sur les deux premiers

//LOUIS GILL- Professeur au Département des sciences économiques de 1970 à 2001

Au moment où Claude Corbo se porte candidat au rectorat de l'UQAM, il est utile de rappeler certains faits qui ont marqué la décennie de l'histoire de l'UQAM, de 1986 à 1995, au cours de laquelle il a exercé la fonction de recteur pendant deux mandats de cinq ans dont le deuxième a été écourté de six mois. Ce rappel est fondé sur des écrits qui constituent un élément de la mémoire collective de notre syndicat. Je veux parler de cet instrument irremplaçable qu'est notre organe d'information, le *SPUQ-Info*, ainsi que de l'ouvrage dont je suis l'auteur, intitulé *Trente ans d'écrits syndicaux. Contributions à l'histoire du SPUQ*, publié par le SPUQ en 2002.

En 1993-1994, une nouvelle phase de compressions budgétaires avait touché les universités. Les lois 198 et 102 étaient entrées en vigueur, donnant lieu à une réduction des budgets de fonctionnement et à une réduction des salaires de 1 %. Le SPUQ avait affirmé le caractère central des fonctions d'enseignement et de recherche et refusé qu'on lui fasse porter le poids des compressions budgétaires. Des griefs avaient été déposés pour contester le refus de l'UQAM de combler des postes de professeur.

En novembre 1994, l'arbitre Guy Dulude avait donné raison au syndicat et ordonné à l'Université de combler tous les postes vacants de professeurs à l'UQAM. Quelques semaines plus tard, le corps professoral était sollicité pour contribuer à la réduction du déficit budgétaire prévu à la suite de l'annonce de nouvelles compressions de 9 millions de dollars pour l'année 1995-1996.

L'administration Corbo proposait notamment la réduction du nombre de congés sabbatiques, une réduction de 90 % à 80 % de la rémunération lors d'un congé sabbatique, une remise de deux cours au retour d'un congé sabbatique, le retrait de crédits pour l'encadrement de mémoires et de thèses, une réduction salariale de 2 %, une semaine de congé sans traitement, le retrait de 200 dégrèvements pour fins d'administration académique, la suppression des primes de direction, le non-comblement de 26 postes prévus dans la convention collective et une hausse de la moyenne cible.

Elle procédait par ailleurs au non-renouvellement des contrats de tous les professeurs en voie de terminer leur doctorat, irrégulièrement engagés avec le statut de substitut, frappant ainsi de plein fouet la jeune relève et en particulier la relève féminine (voir l'article de Simone Landry et Louis Gill, intitulé « L'heure des choix difficiles » dans le numéro 167 (mars 1995) du *SPUQ-Info*).

À la suite de négociations menées en avril 1995 et d'intenses débats en assemblée générale quant à l'opportunité de s'engager dans cette voie, une entente avait finalement été conclue, en vertu de laquelle les professeurs acceptaient de contribuer pour une somme de 4 millions de dollars, qui s'ajoutait aux 4,9 millions découlant du non-comblement de postes. L'entente comprenait le renouvellement des contrats des « faux » substituts mis à pied.

Ce scénario allait se répéter au cours des deux années suivantes, le montant des économies consenties augmentant chaque année, jusqu'à ce qu'au printemps 1998, le syndicat refuse catégoriquement la nouvelle demande patronale de concessions de 22 millions de dollars. *Assez, c'est assez!*, clamait le corps professoral. À ses yeux, la preuve était faite : il n'y avait pas de solution interne à un problème dont la source est externe; les contributions de tous les corps d'emploi au cours des années précédentes n'avaient rien réglé au problème d'un déficit qui ne cessait d'augmenter. L'histoire doit toutefois retenir que le premier acte de ce triste épisode s'est déroulé sous le rectorat de Claude Corbo, qui doit par conséquent être considéré à juste titre comme le père des concessions salariales des années quatre-vingt-dix.

Aussi, lorsqu'il a sollicité un troisième mandat à l'automne 1995, était-on fondé de s'interroger sur l'opportunité d'appuyer son initiative. Le Comité exécutif du SPUQ posait franchement la question en novembre 1995 dans un article du *SPUQ-Info* (n° 172) intitulé « Le recteur Corbo : un troisième mandat? », dont voici des extraits :

*Claude Corbo, qui dirige les destinées de l'UQAM depuis dix ans, a décidé de solliciter un nouveau mandat de cinq ans. Du jamais vu dans l'histoire de l'UQAM [...]. L'UQAM, avant Claude Corbo, aura connu trois recteurs. Léo Dorais, depuis sa fondation en 1969 jusqu'en 1974, Maurice Brossard de 1974 à 1977 et Claude Pichette de 1977 à 1986. [...]*

### **Les choix du recteur en période de compressions budgétaires**

Quelle a été la réaction de l'administration de l'UQAM et de son recteur à la crise des finances publiques et aux compressions budgétaires qui lui ont été imposées par Québec ces dernières années? Les principes de base sont clairs : pas de déficit, des coupures uniformes pour toutes les fonctions de l'UQAM, sans égard à la mission académique de notre université. La qualité de la réalisation de cette mission se trouve d'ores et déjà affectée par ces coupures, de même que les conditions du travail professoral.

Ce choix de couper uniformément partout garde donc intact l'ensemble des vice-rectorats et services qui ne sont pas directement liés à la réalisation de la mission première de l'UQAM. Le recteur parle aujourd'hui, dans son plan d'action, « de revoir l'organisation et les mandats de la direction centrale de l'Université ». Depuis le début de la crise des finances publiques, [...] il s'est toujours refusé à remettre en question cette administration centrale, qu'il a lui-même grossie singulièrement au cours des ans.

Il a, par exemple, constamment fait la sourde oreille aux plaintes répétées des directrices et directeurs de département devant les dédoublements occasionnés par la création du Vice-rectorat aux ressources humaines, de même qu'aux demandes réitérées de diminution de l'appareil administratif du Vice-rectorat à l'administration et aux finances. La demande expresse de ne pas abolir de postes au Vice-rectorat à l'enseignement et à la recherche, noyau névralgique de l'UQAM, n'a pas été reçue. Les doléances très nombreuses quant au fonctionnement du Secrétariat général n'ont pas non plus trouvé écho chez lui. En fait, les mandats de tous les membres de la haute et moyenne administration de l'UQAM ont été reconduits depuis quelques années, malgré de très sévères critiques à l'endroit de plusieurs des titulaires de ces postes de direction.

### **Le recteur devant le gouvernement**

L'administration de l'UQAM mène depuis des années un lobbying auprès des élus et des

fonctionnaires du ministère de l'Éducation, dans le but de redresser certaines iniquités financières dont l'UQAM est victime depuis l'époque Ryan. Cependant, jamais elle n'a réclamé une véritable révision des règles de financement des universités qui permettrait à l'UQAM de vraiment prendre sa place sur l'échiquier montréalais comme grande université œuvrant aux trois cycles. [...]

L'on n'a pas non plus vu le recteur de l'UQAM protester vigoureusement sur la place publique contre ces compressions énormes. Les cris d'alarme dans les médias devant la menace que constituent ces compressions pour l'UQAM ne sont pas venus de l'administration de l'université, mais bien du SPUQ. [...]

Dans un autre ordre d'idées, l'UQAM n'a pas protesté contre la décision du MEQ de réformer de fond en comble les programmes de baccalauréat en enseignement, même si cette réforme bousculait radicalement une pratique développée au cours des ans à l'UQAM, qui avait permis d'allier formation disciplinaire et formation didactique en un modèle original. [...]

### **La confidentialité et la solidarité ministérielles**

L'un des premiers gestes du recteur au début de son premier mandat fut d'instaurer une règle de solidarité et de confidentialité « ministérielles » au sein de son comité de régie, autrement dit la haute administration de l'UQAM. Cette règle fonctionne de la façon suivante. Sur tous les enjeux importants qui confrontent l'Université, les membres du comité de régie du recteur, chaque lundi matin, discutent jusqu'à l'atteinte d'un « consensus ». Une fois ce consensus obtenu, tous et toutes sont astreints à la plus stricte confidentialité quant au contenu de leurs débats. La même règle s'applique en cascade dans les lieux décisionnels de moindre importance, jusqu'au niveau du personnel syndiqué... Tous et toutes sont aussi astreints à un discours unique et uniforme, qui s'appelle « la position de la direction », ou « la position du décanat », ou...

Par cette règle, le recteur Corbo a réussi à tuer tout débat démocratique au sein de l'Université. Les membres de

la haute administration forment un tout monolithique dont les mandats au sein des diverses instances sont des mandats liés, sans la moindre marge de manœuvre. Les professeurs et professeures qui y siègent sont considérés plutôt comme une opposition que comme des partenaires dans l'élaboration et le développement des politiques universitaires.

[...]

### **La démocratie universitaire**

[...] Le débat libre et ouvert, [...], ne peut avoir lieu parce que l'administration ne parle jamais que d'une seule voix. [...] Les débats n'ayant plus lieu dans les instances légales, les membres de la haute administration en sont venus à les considérer comme un mal nécessaire. Au fil des ans, le recteur et son entourage ont interprété de façon de plus en plus étroite les mandats de ces instances, tentant de réduire leur rôle à une pure et simple approbation sans discussion. Plus encore. Les exemples de contournement de la Commission des études ou de ses décisions se font de plus en plus nombreux, [comme] la soumission directe au CA, en juin dernier, du Cadre général de révision et de restructuration de l'ensemble des activités de l'UQAM, sans que la CE en ait été saisie.

### **Faut-il confier un nouveau mandat au recteur ?**

Le tableau que nous venons d'esquisser est plutôt sombre. Plusieurs s'interrogent très sérieusement quant à l'opportunité de confier de nouveau les destinées de l'UQAM à Claude Corbo. Les cinq prochaines années s'avèreront cruciales dans l'évolution de l'UQAM. Il importe donc de réfléchir très sérieusement avant d'exprimer son choix.

\* \* \* \* \*

Au lendemain de la consultation qui lui avait refusé la confiance qu'il sollicitait, le recteur avait démissionné de son poste, six mois avant la fin de son mandat.

Voilà donc quelques faits dont le rappel alimentera la discussion en cours. □

259  
novembre 2007



BULLETIN DE LIAISON DU SYNDICAT DES PROFESSEURS ET PROFESSEURES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL